

ALEXANDRE LEFEBVRE
133, Rue Léon Maurice Nordmann
Bâtiment D – B.à.L n°16
75013 Paris
alexandre-lefebvre@outlook.com
Tél. + 33 6 14 44 62 14

Né le 24 mai 1996
Nationalité française

Docteur en droit privé
ATER à l'École de droit de la Sorbonne
Qualification n°24201383563

Curriculum vitæ

1. PARCOURS UNIVERSITAIRE

| | |
|-----------|--|
| 2024 | Qualifié aux fonctions de maître de conférences , Conseil national des Universités, Section 01 (droit privé et sciences criminelles) <u>Résultats à la session synchronisée 2024 Galaxie</u> : classé deuxième à l'Université Paris Cité (poste n°510) ; classé cinquième à l'Université d'Orléans (poste n°4588). |
| 2023-2024 | Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (droit privé et sciences criminelles), Institut d'études à distance de l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2022-2023 | Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (droit privé et sciences criminelles), Département des Masters de droit privé de l'école de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2019-2022 | Doctorant contractuel avec avenant pédagogique , département de droit international et européen de l'École doctorale de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |

2. TITRES, FORMATION ET DIPLOMES

| | |
|------|---|
| 2023 | Doctorat de droit privé et de sciences criminelles , École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) <u>Laboratoire</u> : Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne (IREDIÉS) <u>Thèse</u> : « <i>Le droit social européen à l'épreuve de l'Union économique et monétaire</i> » (dir. S. Robin-Olivier), soutenue le 7 décembre 2023 <u>Jury</u> : É. Pataut (président) ; S. de la Rosa, N. Moizard (rapporteurs) ; A. Iliopoulou-Penot, É. Muir et S. Robin-Olivier (membres du jury) Félicitations unanimes du jury, autorisation de publication en l'état et à concourir à des prix de thèse. |
| 2021 | Certificat – "Introduction to International Humanitarian Law" , Comité international de la Croix-Rouge |
| 2019 | Master II, « Droit de l'Homme et Union européenne » (dir. L. Burgorgue-Larsen), École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) <u>Mémoire</u> : « <i>La crise économique grecque : une extranéité du contentieux européen des droits de l'Homme ?</i> » (dir. Ph. Maddalon). |
| 2018 | Master I, « Droit européen et comparé » , École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) Année de master réalisée à l'Université Nationale et Kapodistrienne d'Athènes dans le cadre d'un programme d'échange |
| 2018 | Diplôme d'Université, « Contemporary Greece » , Université Nationale et Kapodistrienne d'Athènes |

| | |
|------|---|
| | <i>Mémoire : “Greek antiquity: from the idea of democracy towards banal nationalism”</i> (dir. D. Plantzos). |
| 2018 | Diplôme d’Université, « Modern Greek Language », Université Nationale et Kapodistrienne d’Athènes |
| 2017 | Licence de droit, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2017 | Licence de philosophie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne |
| 2014 | Baccalauréat général, série « économique et social », Lycée Henri-IV à Paris V Présenté au concours général de Philosophie Diplôme d’honneur de la promotion Jorge Semprun |

3. LANGUES PARLEES

| | |
|----------|---|
| Français | Langue maternelle, équivalence CECR C2 (lu, écrit, parlé) |
| Anglais | Compétence professionnelle, équivalence CECR C1/C2 (lu, écrit, parlé) |
| Grec | Compétence professionnelle, équivalence CECR B2 (lu, écrit, parlé) |
| Espagnol | Utilisateur élémentaire, équivalence CECR A2/B1 (lu, écrit, parlé) |

4. AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES ET BENEVOLES

| | |
|-------------|---|
| Depuis 2024 | Juriste bénévole, Point d’Accès au Droit de Paris 13 ^e , en charge d’une permanence généraliste orientant les usagers et leur accordant le bénéfice de l’aide juridictionnelle (droit de la famille, droit pénal, droit des étrangers, droit de la consommation et droit au logement) |
| 2020-2023 | Juriste bénévole, Droits d’urgence, en charge d’orienter les usagers vers les structures appropriées (aide juridictionnelle, réseau d’accès au droit) |
| 2019 | Vacataire du service public, Ministère de l’éducation nationale – Maison des examens, en charge de l’organisation des examens et concours |
| 2018 | Chargé de presse et de communication, Ministère de l’Europe et des affaires étrangères – Ambassade de France en Grèce, près le premier conseiller politique de l’ambassade |
| 2017 | Stagiaire en juridiction, Ministère de la Justice, près la Vice-Procureure de la République de Marseille |
| 2017 | Stagiaire en juridiction, Ministère de la Justice, près le Vice-Président de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Marseille |
| 2017 | Support en indemnisation des préjudices corporels lourds (supérieurs à 100k€), Sogessur – Groupe Société Générale |
| 2016 | Chargé de documentation, Herbert Smith Freehills Paris |
| 2015 | Chargé de relation clientèle, Société Générale (direction commerciale Paris Sud) |

5. ACTIVITES D’ENSEIGNEMENT

a. Heures d’enseignement annuelles

| | |
|-----------|---|
| 2022-2024 | 96 HeTD annuelles (Attaché temporaire d’enseignement et de recherche) |
| 2019-2022 | 64 HeTD annuelles (Doctorant contractuel avec avenant pédagogique) |

b. Cours magistraux et séminaires de Master

| | |
|-----------|---|
| 2023-2024 | Droit social international et européen, Master I « Droit international, européen et comparé » (dir. É. Pataut et E. Mérieau), Institut d’études à distance de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 21 HeTD |
|-----------|---|

c. Travaux dirigés

| | |
|-----------|---|
| 2019-2024 | Droit pénal général , Licence II de droit, cours de P. Beauvais, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 18 à 36 HeTD par an |
| 2021-2024 | Droit civil de la famille , Licence I de droit, cours de F. Bellivier, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 18 à 36 HeTD par an |
| 2022-2024 | Regroupements de droit civil de la famille ¹ , Licence I de droit, cours de F. Bellivier, Institut d'études à distance de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 2 à 15 HeTD par an |
| 2023-2024 | Semaine de méthodologie intensive , Licence I de droit, cours de L. Viaut, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 3 HeTD par an |
| 2020-2023 | Système juridique de l'Union européenne (droit matériel) , Licence III de droit, cours de S. Robin-Olivier, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 36 HeTD par an |
| 2019-2020 | Droit des obligations II – Responsabilité civile , Licence II de droit, cours de C. François, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 36 HeTD |

d. Appui aux cours à distance

| | |
|-----------|---|
| 2022-2024 | Permanences de droit civil de la famille ² , Licence I de droit, cours de F. Bellivier, Institut d'études à distance de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 3 à 15 HeTD par an |
|-----------|---|

e. Encadrement de mémoires de recherche

| | |
|-----------|--|
| 2023-2024 | Codirection de mémoires , Institut d'études à distance de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) Master II, « Droit privé général » (dir. F. Bellivier et E. Schlumberger) <ul style="list-style-type: none"> • Un mémoire (titre provisoire) portant sur l'incidence des enjeux socio-environnementaux sur le droit de propriété : 5 HeTD ; • Un mémoire (titre provisoire) portant sur l'émancipation juridique de la femme au travail : 5 HeTD. |
|-----------|--|

f. Autres encadrements et contributions pédagogiques

| | |
|-----------|--|
| 2023-2024 | Organisation d'une rencontre sur le thème des violences conjugales ³ , Licence II de droit, cours de P. Beauvais, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2019-2020 | Encadrement d'un concours de plaidoirie , Master II de droit (« Droit économique de l'Union européenne »), École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : 18 HeTD par an |

g. Correction de copies (additionnelles aux services de cours) et oraux d'examens

| | |
|-----------|--|
| 2023-2024 | Droit civil de la famille , cours de F. Bellivier, Institut d'études à distance de l'École de droit de la Sorbonne : nombre de copies à déterminer (approx. 3 HeTD) |
|-----------|--|

¹ Séances de Travaux Dirigés en format hybride (en amphithéâtre, rediffusées en temps réel et enregistrées) pour les étudiants inscrits à distance.

² Séances d'accompagnement du cours magistral pour les étudiants inscrits à distance : questions-réponses, méthodologie, bibliographie, etc.

³ La rencontre, impliquant Mathieu Palain, des représentants du Parquet du tribunal judiciaire de Nanterre, des avocats ainsi que le Professeur Pascal Beauvais s'inscrit dans un projet mené à l'échelle du semestre ayant des finalités multiples : la sensibilisation à la question des violences conjugales, la professionnalisation de leur parcours par la rencontre de différents acteurs du droit, ainsi qu'un travail de recherche plus approfondi (en Licence II) mené sur l'ensemble du semestre pour lequel ils ont pu rendre une note.

| | |
|-----------|---|
| 2019-2024 | Droit pénal général sans TD , cours de P. Beauvais, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : env. 90 copies annuelles (approx. 3 HeTD) |
| 2022-2023 | Système juridique de l'Union européenne sans TD (droit matériel) , cours de S. Robin-Olivier, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : oraux d'examen de rattrapage (approx. 2 HeTD) |
| 2020-2023 | Système juridique de l'Union européenne sans TD (droit matériel) , cours de S. Robin-Olivier, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) : env. 120 copies annuelles (approx. 4 HeTD) |

h. Responsabilités administratives

| | |
|-----------|---|
| 2020-2024 | Chef d'équipe pédagogique de l'enseignement de droit pénal général , Coordination des 7 groupes de travaux dirigés et administration de l'espace pédagogique interactif de l'enseignement de P. Beauvais, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2021-2024 | Chef d'équipe pédagogique de l'enseignement de droit civil de la famille , Coordination des 18 groupes de travaux dirigés et administration de l'espace pédagogique interactif de l'enseignement de F. Bellivier, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2023-2024 | Chef d'équipe pédagogique de l'enseignement de semaine de méthodologie intensive , Coordination des 27 groupes de travaux dirigés de l'enseignement de L. Viaut, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2023-2024 | Membre du jury de la Licence II de droit , Présidence de D. Mainguy, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2021-2023 | Chef d'équipe pédagogique de l'enseignement d'introduction au droit à destination des étudiants réorientés en cours de première année , cours de F. Bellivier, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |
| 2021-2022 | Membre du jury de la Licence II de droit , Présidence de N. Warembourg, École de droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) |

6. PUBLICATIONS ET REDACTIONS ACADEMIQUES

a. Thèse de doctorat

« *Le droit social européen à l'épreuve de l'Union économique et monétaire* », thèse de doctorat de droit privé et de sciences criminelles (2019-2023), sous la direction de Madame la Professeure Sophie Robin-Olivier. Mention très honorable avec les félicitations unanimes du jury, proposition de publication en l'état et à concourir à des prix de thèse.

La thèse de doctorat participe actuellement à plusieurs concours en vue de l'attribution d'un prix de thèse.

Mots-clefs : droit social européen ; politique sociale européenne ; droits économiques et sociaux ; union économique et monétaire ; méthode ouverte de coordination ; droits fondamentaux.

Résumé de la thèse :

L'adoption du Socle européen des droits sociaux, de même que le développement d'une politique sociale en apparence moins libérale à l'occasion de la pandémie de Covid-19, opèrent a priori un véritable revirement par rapport au caractère austéritaire des programmes économiques d'ajustement qui ont transformé certains droits sociaux nationaux. Ces évolutions rapides rendent difficilement lisible la mise en œuvre de la politique sociale de l'Union européenne, qui reposait jusqu'au début des années 2000 sur l'adoption de directives volontaristes en matière de droit du travail. La politique sociale a diversifié ses objectifs en ne se limitant plus exclusivement aux dispositions de l'article 151 du TFUE, tandis que les mécanismes se sont multipliés pour intégrer, entre autres, le phénomène de fondamentalisation des droits économiques et sociaux et la méthode ouverte de coordination. L'Union

économique et monétaire n'est pas étrangère à ce changement : depuis 1997, différentes stratégies se sont intéressées, d'abord, à la politique de l'emploi, avant de s'étendre à des éléments de politique sociale comme c'est le cas du Semestre européen, qui s'est largement socialisé. L'Union économique et monétaire n'a pas entièrement absorbé le droit social, comme en témoignent le maintien d'une compétence dans le Traité et par l'usage continu d'instruments de régulation qui lui sont étroitement liés comme la directive. Elle a néanmoins profondément transformé la méthode sociale européenne en l'adaptant à chaque État membre, et en la rendant plus ciblée et plus cohérente avec des impératifs économiques, quitte à nier l'autonomie et le particularisme du droit social européen.

b. Contributions à des ouvrages collectifs

2019 | **Working Papers de l'IREDIÉS**, « *Analyse systématique de l'utilisation de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans les jurisprudences du Conseil constitutionnel* » (dir. L. Burgorgue-Larsen), n°2/2019, p. 139-143

c. Articles

Projet en cours (échéance été 2024) :

- Dossier (40 000 signes), Droit Social (dir. Ch. Radé).

| | |
|---------------|--|
| Mars 2024 | Bulletin Joly Travail , « <i>L'effet direct des directives sociales européennes : quelle importance ?</i> », BJT mars 2024, n°03, p. 51 |
| Décembre 2022 | Carnet de l'Association italienne d'étude du droit européen (AISDUE) , « <i>Ukraine : quelle place pour les droits fondamentaux dans le processus d'adhésion à l'Union européenne</i> », n°3/22, p. 209 |

d. Commentaires de jurisprudence

Projet en cours (échéance été 2024) :

- Commentaire (40 000 signes), Revue Droit du Travail (dir. A. Fabre, H. Cavat, B. Geniaut).

| | |
|-----------------|--|
| 8 mars 2024 | Dalloz Actualité , « <i>Absence de violation automatique de la convention pour la mise à exécution d'une mesure de renvoi vers la fédération de Russie</i> », Commentaire de la décision CEDH, 15 février 2024, U. c. France, n°53254/20 |
| 18 janvier 2024 | Dalloz Actualité , « <i>Mutation d'une peine de prison en une peine de travaux d'intérêt général : exposition de la victime à un traitement inhumain et dégradant</i> », Commentaire de la décision CEDH, 12 déc. 2023, Vučković c. Croatie, n°15798/20 |
| 25 octobre 2023 | Dalloz Actualité , « <i>La protection conventionnelle du principe de prévisibilité de la loi pénale exige une « prudence accrue » des opérateurs économiques</i> », Commentaire de la décision CEDH 12 oct. 2023, Total S.A. et Vitol S.A. c/ Royaume-Uni, nos 34634/18 et 43546/18 |
| 15 juillet 2023 | Dalloz Actualité , « <i>Violences domestiques : la mise en place d'un système effectif de protection des victimes est un impératif conventionnel</i> », Commentaire de la décision CEDH, 23 mai 2023, A. E. c. Bulgarie, n° 53891/20 |
| 26 juin 2023 | Dalloz Actualité , « <i>L'insuffisance ou la contradiction des motifs relatifs au maintien d'une détention provisoire est contraire à l'article 5 de la CEDH</i> » Commentaire de la décision Crim. 18 avr. 2023, FS-B, n° 23-80.453 |
| 17 mai 2023 | Dalloz Actualité , « <i>L'irrecevabilité d'un acte réalisé par un avocat associé non-désigné peut constituer un excès de formalisme</i> », Commentaire de la décision Crim. 19 avr. 2023, F-B, n° 23-80.675 |
| 4 avril 2023 | Dalloz Actualité , « <i>Un non-lieu pour prescription n'exonère pas de l'action en responsabilité</i> », Commentaire de la décision CEDH 9 mars 2023, Rigolio c. Italie, n° 20148/09 |
| 23 février 2023 | Dalloz Actualité , « <i>L'inutile lourdeur d'une procédure pénale envers une victime fragile caractérise un traitement inhumain et dégradant</i> », Commentaire de la décision CEDH 7 févr. 2023, B. c. Russie, n° 36328/20 |

| | |
|-----------------|---|
| 2 février 2023 | Dalloz Actualité , « <i>CEDH : un zèle de formalisme engage la responsabilité de l'État au titre du droit au procès équitable</i> », Commentaire de la décision CEDH 2 févr. 2023, Rocchia c. France, n° 74530/17 |
| 12 janvier 2023 | Dalloz Actualité , « <i>CJUE : la recevabilité d'un témoignage en l'absence du défendeur est soumise à conditions</i> », Commentaire de la décision CJUE 8 déc. 2022, aff. C-348/21 |
| 25 nov. 2022 | Dalloz Actualité , « <i>Extradition : le risque d'une détention à perpétuité n'emporte pas automatiquement la qualification d'un traitement inhumain et dégradant</i> », Commentaire de la décision CEDH, 3 nov. 2022, Sanchez-Sanchez c. Royaume-Uni, n° 22854/20 |
| 18 octobre 2022 | Dalloz Actualité , « <i>CEDH : une « situation générale de violence » s'opposant à toute extradition vers la Chine</i> », Commentaire de la décision CEDH, 6 oct. 2022, Liu c. Pologne, n° 37610/18 |
| 30 sept. 2022 | Dalloz Actualité , « <i>CEDH : La police sommée de mieux protéger une victime lors des permissions de son agresseur</i> », Commentaire de la décision CEDH 8 sept. 2022, J.I. c/ Croatie, n° 35898/16 |

e. Communications orales

| | |
|---------------|---|
| Projet (2024) | Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne (Univ. Paris I) , « La pauvreté saisie par le Semestre européen », Projet de communication pour une des séances du séminaire sur « <i>La Pauvreté</i> », dir. A.-M. Leroyer. Projet en cours. |
| 2023 | Espace éthique PACA Corse (Univ. Aix-Marseille) , « <i>La matérialité de la mort saisie par le droit</i> », communication le 8 juin 2023 au sein du colloque « <i>Matières de la mort</i> » tenu par l'espace éthique de l'Hôpital de la Timone (dir. J. Brunet-Jailly et J. Beauté). Publication à venir. |
| 2022 | European Papers & Jean Monnet Summer School (Univ. Paris I) , « <i>Rule of Law and Human Rights in Europe and the World in Times of Contestation</i> », organisé par S. Barbou des Places (IREDIÉS). Participation à un atelier doctoral. |
| 2021 | Université catholique de Louvain la Neuve , « <i>Quelle place pour le contractualisme dans l'Union européenne ?</i> », communication le 21 janvier 2022 au sein du colloque « <i>Les classiques de la philosophie politique et l'intégration européenne</i> », organisé par Nicolas Arens |
| 2020 | Queens University of London , Projet de communication (annulée en raison de la Covid-19), « <i>What is the true impact of the economic crisis in the European legal environment?</i> » |

f. Textes à dimension pédagogique

| | |
|------|--|
| 2020 | Plus Éditions SAS , « <i>Réussir en droit, une question de méthode !</i> », Fiche Conseil pour les étudiants de première année de Licence |
| 2020 | Plus Éditions SAS , « <i>Les études de droit, des études de choix</i> », Fiche Conseil d'orientation pour les élèves de Terminale |

g. Brèves de blog

| | |
|------|---|
| 2021 | Le Petit juriste (à destination d'étudiants) , « Libertés de circulation et Covid-19 : Vers un retour à la normale ? » |
| 2021 | Le Petit juriste (à destination d'étudiants) , « Règlement CE 261/04 et Covid-19 : Le besoin d'une réforme » |